Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/mandelajugurtha-Users-mandelajugurtha-Desktop-siteon0-jpg

CRISE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Algérie : Quelles perspectives pour les travailleurs ?

- Internationale -

Date de mise en ligne : dimanche 14 juin 2015

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

ALGER
الجزائر الجمهورية républicain

mandelajugurtha:Users:mandelajugurtha:Desktop:siteon0.jpg



Quelles perspectives pour les travailleurs ?

DR

.La chute du prix du pétrole provoque une diminution sérieuse des revenus pétroliers du pays. Si elle persiste elle exacerbera les contradictions sociales internes. En réalité il n'y a aucune conséquence fatale sur le niveau de vie des classes sociales populaires. Il leur est possible de vivre convenablement même avec des recettes pétrolières fortement diminuées. Car une grande partie de ces revenus est accaparée par les couches sociales exploiteuses, affairistes et parasitaires et dilapidée improductivement. A condition que le pays soit dirigé par un régime à l'écoute et au service des masses populaires, résolu à éradiquer le pillage des ressources du pays par une minorité. A condition donc que les travailleurs imposent de tels changements en ne se laissant pas faire une deuxième fois comme en 1985 après le brutal effondrement du prix du pétrole. A l'époque ils n'avaient pas su se défendre. Il est vrai que les courants camouflés sous l'étendard de l'Islam avaient accompli leur mission. Avec le soutien diabolique du régime, leurs partis avaient été agréés pour détourner vers des chimères le mécontentement de larges catégories

Copyright © Le Vénissian

du peuple et entreprendre la liquidation des courants progressistes de la société, neutralisant la combativité des travailleurs.

L'histoire tend à se répéter. En 1985, Kamal Belkacem, directeur de l'hebdomadaire Algérie actualités et porte-parole des partisans déclarés du capitalisme dans le pouvoir avait titré "Vive la crise !". En 2015 cette nouvelle chute du prix du pétrole est une aubaine pour les capitalistes nationaux ou étrangers. Elle l'est pour tous ceux qui jugent que le moment est opportun pour achever la liquidation des conquêtes sociales qui subsistent encore malgré la grande contre-révolution sociale menée à la fin des années 1980 et durant les années 1990 sous couvert des "réformes". Tous ceux qui veulent accélérer le rythme pour imposer la flexibilité du travail, jeter à la poubelle la notion de Contrat à durée indéterminée, supprimer ou vassaliser les syndicats ouvriers, réduire les impôts sur les sociétés, - c'est-à-dire enrichir les capitalistes - entériner le travail non déclaré, déplafonner la durée légale du travail, supprimer tout contrôle sur la sortie des devises vers l'étranger, finir de soumettre la médecine à la loi du profit, etc., et la liste des attentes des classes exploiteuses et affairistes est longue, tout ce monde qui ne mesure les "progrès" que sous l'angle de la mise au pas des travailleurs, sautille d'impatience.

Les avocats politiques de la bourgeoisie et des multinationales critiquent par la droite le régime pour qu'il aille plus loin et plus vite dans la voie de la liquidation des lois sociales, de la soumission absolue au diktat impérialiste. Pourtant ce régime va dans ce sens, mais avec ruse et au rythme qu'il juge "réaliste" du point de vue du rapport des forces interne. Il veille à ne pas perdre le contrôle de la situation. Il louvoie pour désamorcer les risques d'explosion que provoqueraient les mesures « irréfléchies » qui annuleraient tout ce que la bourgeoisie et les affairistes ont obtenu jusqu'ici à la faveur des libéralisations et surtout du terrorisme des années 1990. Il exauce tous les voeux des classes

aisées. Il ferme les yeux sur leurs pratiques crapuleuses ou les favorise. Il ne fait rien pour bloquer la fuite des capitaux, il tolère sans mot dire la surfacturation des marchandises importées, ne bouge pas pour mettre un terme à la fraude fiscale, au travail non déclaré, fait le sourd quand les travailleurs réclamant leurs droits sont jetés à la rue et poursuivis en justice pour "grève illégale". Le chef de la sécurité de Lafarge a piétiné le drapeau national mais les autorités regardaient ailleurs alors que tout caricaturiste est jeté en prison s'il a la mauvaise idée de taquiner un haut responsable.(Le discrédit frappe le régime. C'est sans aucun doute cela qui inquiète les puissances impérialistes. Leur jeu vise à obtenir le remplacement du personnel politique actuel par de nouveaux visages qui continueront la même politique mais en semant les illusions qui faciliteront l'accélération du rythme de la subordination totale de l'Algérie à leurs intérêts. Nous assistons à une levée en masse des partisans du capitalisme le plus "sauvage" [1] pour réduire le travailleur à la condition de travailleur jetable et sans droits. Tout cela est réclamé sous la banderole de la rupture avec le "populisme", qui mettrait fin à les en croire à la dépendance du pétrole. On remarquera qu'il ne vient pas à l'esprit de ce beau monde, patronat, chefs de partis, éditorialistes de presse, consultants économiques et universitaires qui ont choisi le camp du capitalisme, de réclamer des mesures de bon sens, bien qu'elles ne soient pas dans le fond anti-capitalistes : contrôle et limitation des fortunes, hausse des impôts sur les plus riches, forte taxation des importations de biens de luxe, tarification progressive de l'électricité touchant les plus riches, guerre à la fraude fiscale, etc. Une collusion s'est opérée entre exploiteurs et affairistes locaux et étrangers. La bourgeoisie a lié son destin à l'impérialisme. Le nouveau président du FCE, dont les accointances notoires avec le régime lui ont permis de se retrouver en quelques années à la tête d'une fortune colossale, fait des courbettes aux représentants à Alger de toutes les puissances impérialistes. Il les conforte dans leur interventionnisme que ni le gouvernement ni "l'opposition islamo-démocratique" n'ont jamais condamné. Quand Benflis, le plus "démocrate" des hommes du système, passé dans le camp de l' "opposition" adresse à l'occasion de l'élection présidentielle de 2014 un message au patronat pour faire part de sa disponibilité à supprimer la règle des 51/49% [2] et a généraliser la flexibilité du travail afin de rendre selon lui l'entreprise compétitive sur le marché mondial, n'est-ce pas là le signe flagrant de cette liaison entre capital local [3] et capital étranger sur le dos des travailleurs et des intérêts généraux du pays ? Quand ce même personnage a éprouvé le besoin de faire de la surenchère politique avec Bouteflika en saluant l'an dernier la visite de John Kerry à Alger, que faut-il voir dans ce geste hautement significatif, si ce n'est le basculement de franges entières de la "bonne société" dans le camp de la réaction anti-nationale et donc anti-ouvrière ?

Copyright © Le Vénissian

Des nuages sombres s'accumulent

Le régime algérien veille soigneusement, au moyen de multiples concessions, à ne pas mécontenter les puissances impérialistes. Qu'importent leurs conséquences sur les intérêts du pays et de ses travailleurs ! Mais celles-ci ont un appétit insatiable car leurs grandes entreprises capitalistes réclament sans fin des profits toujours plus élevés. Il est notoire qu'un de leurs objectifs est la prise de possession directe des richesses du Sahara. La transformation de l'Algérie en gendarme de leurs intérêts en Afrique et en instrument concourant à la réalisation de leur plan de contrôle du monde, fait partie aussi d'un agenda géostratégique porteur de graves menaces pour le peuple algérien.

Les impérialistes tissent jour après jour une toile d'araignée de plus en plus dense. De nouveaux harkis sont enrôlés par le biais de pseudo ONG américaines et européennes qui leur font miroiter des avantages et la promesse de les aider à s'installer aux commandes du pouvoir. Les dangers proviennent aussi du travail souterrain déployé par les courants obscurantistes qui, sous le voile de l'Islam, continuent à tromper beaucoup de gens. Leurs groupes armés ont repris espoir. Les facteurs qui les encouragent à préparer de nouvelles tentatives insurrectionnelles sont connus : l'installation d'un régime moyenâgeux à la tête de la Libye par l'intervention militaire des puissances impérialistes, le soutien de ces puissances à la contre-révolution obscurantiste en Syrie. Et aussi, faut-il souligner, la confusion créée par l'hostilité déclarée de nombreux chroniqueurs de presse dits "démocrates" au régime syrien qui a le mérite historique de résister héroïquement à une sainte-alliance réactionnaire-obscurantiste des plus barbares.

Les Etats impérialistes jouent toutes les cartes, tous les courants politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, des "modernistes" aux "islamistes". Pourvu qu'ils soient pour le capitalisme. L'essentiel est de berner le peuple en arrivant à placer des équipes serviles à sa tête. Ils encouragent l'activité des groupes rétrogrades tout en prétendant lutter contre le "terrorisme", une notion élastique qu'ils manipulent en fonction de leurs buts tactiques. Ce sera toujours un moyen de chantage pour amener les multiples courants politiques de la bourgeoisie à se mettre à leur service.(Déjouer ces opérations, redonner espoir aux travailleurs et aux jeunes pour une alternative révolutionnaire de rupture avec le système de domination impérialiste et sa 5e colonne interne, tel est l'enjeu pour sortir le pays de l'impasse.

Z. B.

.

[1] Qualifier le capitalisme de "sauvage" est un pléonasme. Dans son essence le capitalisme est sauvage et seule la lutte de classe économique et politique des travailleurs peut le contraindre à leur faire des concessions pour éloigner temporairement le risque d'une explosion révolutionnaire.

[2] Evidemment il ne s'agit pas pour nous de défendre le "*droit*" des affairistes locaux à obliger des capitalistes à se mettre sous leur coupe. Cette règle ne pourrait avoir un effet bénéfique que si elle est mise en oeuvre par une entreprise publique dans le cadre d'un projet stratégique d'acquisition de technologies industrielles indispensables.

[3] L'adjectif "local" résume mieux la nature de cette bourgeoisie qui n'a rien qui lui ferait mériter l'épithète "national".

Publication Alger républicain - mai-juin 2015

Édition mai-juin 2015

Prix Algérie :50DA -France :1.6 Euros-

Copyright © Le Vénissian

Nos lecteurs qui n'ont pas eu le numéro de mai-juin 2015 d'Alger républicain pourront se le procurer :

-* à Alger : en s'adressant à la Librairie Ei Idjtihad, 9 rue Hamani (ex Charas)(Tél. : 00 213 21 63 48 51

-* à l'étranger : Association des Amis d'Alger républicain en France - Maison des Associations 28 rue Victor Hugo 92 240 MALAKOFF

Copyright © Le Vénissian